

Introduction

Le vendredi 8 mars 2019, salle Jean Monnet à Guipavas, 69 personnes se sont retrouvées pour débattre sur les 4 thèmes du grand débat proposés par le Gouvernement.

Pour les accueillir, 10 tables avaient été dressées. Elles étaient dédiées à l'un des 4 thèmes (ce qui n'empêchait pas d'aborder les autres thèmes, mais facilitait le placement de chacun selon son thème de prédilection.)

Il revenait à chaque table de rendre compte des débats sur de grandes feuilles de paperboard. Celles-ci furent affichées au vu de tous puis commentées par les rapporteurs, en fin de séance. Ceci fait, chacun put indiquer, à l'aide de gommettes, l'importance accordée aux propositions des uns et des autres. (ci dessous, les propositions sont ainsi classées selon le nombre de 'votes')

La séance a été ouverte à 18h par Monsieur JACOB, maire de Guipavas et Mme MELCHIOR, député de la circonscription

Fin de la réunion vers 21h30

Thème 1 : La Transition écologique

Transports

- Développer les transports collectifs pour :
 - * les entreprises,
 - * les établissements scolaires et les universités,
 - * et pour les collectivités à titre d'exemple.« Le collectif initie la stratégie »
- Etudier la gratuité des transports citadins, pour réduire les voitures en ville
- Créer, dans toutes les communes (intercommunauté, métropoles...)
 - * des pistes cyclables continues et sécurisées
 - * les liaisons piétonnières vertes
- Proposer une offre de transports en commun mieux adaptés en termes :
 - * d'accès aux handicapés
 - * de fréquence,
 - * de rapidité (lignes directes)
- Mettre en place une taxe carbone sur les transports aériens et maritimes
- Imposer le ferroutage par rapport au "camionnage diesel"
- Baisser les tarifs SNCF

Habitat et logement

- Priorité à la rénovation :
 - Fixer aux bailleurs un objectif de DPE de niveau C
 - Privilégier la rénovation pour les copropriétaires et les propriétaires par un dispositif fiscal

- plus incitatif (ex isolation des maisons et logements)
- Subordonner l'éligibilité des aides type APL à la performance énergétique des logements
 - Mettre en place des services d'information sur les économies d'énergie fiables tels que TINERGIE, en région brestoise
 - Privilégier la construction de petits collectifs pour stopper l'artificialisation des terres agricoles (concerne également les emprises des zones commerciales et industrielles)

Education citoyenne à l'Environnement

- Obligation d'information par les médias publics (avec campagne TV présentant des comportements écologiques exemplaires)
- A l'école, instaurer un temps d'apprentissage des gestes écolo-responsables, dès le plus jeune âge.

Développement des énergies renouvelables

- Développer les usines de méthanisation (source de revenus complémentaires pour les agriculteurs)
- Augmenter la place des composteurs en ville, en liaison avec les jardins partagés et en fontion des Espaces verts et inciter les citoyens à les utiliser
- Développer la filière bois (réseaux de chaleur, entretien paysager)
- Développer les panneaux photo-voltaiques

Biodiversité

- Soutenir les efforts des agriculteurs travaillant à une agriculture raisonnée et/ou biologique (et à l'entretien des paysages)

Thème 2 : La fiscalité et les dépenses publiques

Les recettes

- Revoir les niches fiscales, en évaluer l'efficacité, poser des limites à l'optimisation fiscale,
- Instaurer un impôt sur un "équivalent capital" des retraites des élus et hauts fonctionnaires ("équivalent capital" étant égal au capital qui serait nécessaire pour atteindre le montant des dites retraites)
- Revoir les tranches d'imposition de l'Impôt sur les Revenus,
- Créer un impôt exceptionnel sur le patrimoine pour résorber la dette (1% du capital, une seule fois rapporterait environ 115MM€)

Les dépenses

- Remettre à plat les régimes spéciaux de retraite et les aligner sur ceux du régime général
- Assurer la transparence sur l'utilisation de l'argent public,
- Remettre à plat les traitements et indemnités des élus et hauts fonctionnaires,

- Réduire les charges liées aux institutions (dépenses jugées somptuaires : ex : protocole dans les assemblées),
- Porter l'âge de la retraite à 65 ans
- Instiller une dose de capitalisation des retraites
- Dans les présentations budgétaires, distinguer ce qui relève du management et de la gestion des services des dépenses effectives auprès des bénéficiaires

Les contrôles

- Suivre les recommandations de la cour des comptes (ex : retraites fantômes), lui donner un pouvoir de sanction (nominatif!), lui adjoindre une police financière,
- Lutter contre l'évasion et la fraude fiscale,
- Contrôler les prestations sociales et réduire la fraude aux prestations sociales.
- Tendre vers l'harmonisation fiscale au sein de l'UE (ce qui suppose que l'on sache quelle Europe nous voulons : tendre vers une Europe plus fédérale ou nous replier sur nos frontières nationales)

Thème 3 : La démocratie et la citoyenneté

Reflexions (philosophiques) et questionnements

- Qu'est-ce que la Démocratie et la Citoyenneté ? Que représentent-elles ?
- Qu'est-ce qu'être citoyen ? Est-il libre de ses choix ?
- Humain vs virtuel : comment revaloriser le bénévolat, le vocatif... ?
- Quelle société voulons nous pour demain ?
- Immigration : intégration ou assimilation ? apprentissage obligatoire du français ?
- Savoir lire, écrire, compter, pour tous,
- Aujourd'hui l'argent crée les lobbies, donne et gère le pouvoir !
- Actuellement, l'Exécutif national n'a pas pris conscience des difficultés quotidiennes rencontrées par les citoyens
- Au sein du Gouvernement, Il ne semble pas qu'existe un réel projet sociétal.

Propositions et résolutions

- Le citoyen est membre d'un Ensemble, d'un tout. L'éducation parentale et scolaire se doit de faire comprendre et d'apprendre aux enfants la citoyenneté (éducation civique)
- Repenser la Démocratie en France afin de permettre une participation citoyenne dans les prises de décision et dans le fonctionnement de l'Etat
- Permettre au Citoyen de se déterminer, de s'engager, de prendre des responsabilités (sans le mouvement des gilets jaunes, il n'y aurait pas eu de grand débat national)
- Permettre le développement d'une culture sociale et politique à partir de l'Ecole ; y apprendre à débattre, à synthétiser et à transmettre les idées citoyennes (en premier lieu au

- niveau local par la mise en place de boîtes à idées et par la pratique référendaire)
- Définir un statut valorisant le bénévolat dans les associations qui prolongent l'action de l'état (voire s'en substituent)
 - Créer un RIC permanent au niveau national, dans un cadre défini en amont
 - Comptabiliser le vote blanc avec obligation de vote
 - Introduire une dose plus importante de proportionnelle
 - Imposer aux médias publics la vulgarisation des sujets politiques avec réalisme (sur le chômage, la dette, les dépenses publiques)
 - Prévoir un temps d'expression libre dans les médias publics
 - Réviser les rôles et missions du CSA et de l'INA pour permettre cette ouverture culturelle
 - Contrôler les conflits d'intérêts, le lobbying auprès des élus et hauts fonctionnaires,
 - Contrôler, voire interdire les A/R des hauts fonctionnaires entre les sphères publiques et privées,
 - Que les élus et hauts fonctionnaires donnent l'exemple en matière fiscale et de bonne gestion des fonds publics,
 - Revoir le statut des élus
 - Réduire les fractures territoriales Province-rural vs villes-métropole,

Thème 4 : L'organisation de l'Etat et des services publics

- Education Nationale : un scandale ! 15% des jeunes de moins de 15 ans ne maîtrisent pas la lecture et le calcul : cela implique des efforts massifs en matière d'organisation de l'EN, de définition des contenus, de formation des maîtres..
- Adapter les formations aux compétences et aux métiers d'aujourd'hui et de demain
- Décentralisation : lancer une réflexion sur l'adéquation entre les responsabilités territoriales et leurs dotations.
- La dématérialisation à marche forcée des services publics nuit à l'accessibilité de ces services : (ex Trésor public, CPAM) : il importe de conserver des méthodes traditionnelles pour ne pas accentuer la facture numérique d'une part ni d'autre part rompre le lien entre le citoyen et les services de l'Etat : guichet, téléphone (gratuit), imprimés papier.,
- les sites Internet officiels devraient être mieux identifiés, surtout par rapport aux sites marchands qui proposent les mêmes services...payant (ex cartes grises, reproduction d'actes d'état civil..)
- Devant l'explosion des méthodes intrusives de communication, il est de la responsabilité de l'Etat de garantir la tranquillité des citoyens (BLOCTEL est l'exemple d'un effort insuffisant)